



L'Europe des Projets Architecturaux et Urbains

Groupement d'Intérêt Public

POPSU Plate-forme d'Observation des Projets et Stratégies Urbaines

COLLOQUE DU 30 SEPTEMBRE 2009

LILLE METROPOLE

LABORATOIRE DU RENOUVEAU URBAIN

RETRANSCRIPTION DES DEBATS

10h00 – 10h30 : Présentation du programme de recherche à Lille



Avec le soutien de :



Présentation du programme de recherche à Lille

Dominique Mons, enseignant-chercheur à l'ENSAP de Lille

Sur la métropole, étaient prenantes pour cette recherche : Lille Métropole Communauté urbaine, la ville de Roubaix, la ville de Lille, le suivi étant dévolu à l'Agence de développement et d'urbanisme. Le travail de recherche a été confié conjointement à l'École d'architecture et à l'Université de Lille 1, dont Didier Paris pour le laboratoire de recherche TVES, et moi-même pour le laboratoire du LACTH à l'École d'architecture.

Le thème « Stratégie et projet urbain dans la ville en train de se faire » étant très générique, il a fallu choisir des cibles et des angles d'attaque. Il a semblé assez évident de choisir certaines de ces cibles pour tout un chacun :

- Pour la Métropole lilloise, quand le programme a démarré en 2004, c'était Euralille, ce grand projet qui démarre en 1989 avec le tunnel sous la Manche et l'arrivée de l'Eurostar. Une véritable aubaine, finalement, pour se signaler dans la concurrence des villes européennes.
- En 2000, paraît la loi SRU (solidarité et renouvellement urbains) à partir d'un terme forgé par la Métropole lilloise et par François-Xavier Roussel qui nous semblait être la base même du principe de la mutation urbaine, mutation urbaine que nous voulions travailler.
- Enfin, le titre décerné à Lille de Capitale européenne de la culture en 2004, au démarrage du programme. Il nous semblait bien que cette reconnaissance par l'Europe était l'occasion de montrer qu'il s'y passait des choses.

Ces trois événements ont très vite conditionné le choix des projets et des thématiques.

La méthode de travail s'est élaborée avec l'Agence de développement et d'urbanisme et les villes et a consisté en la mobilisation d'un corpus sous forme de fiches détaillées qui reprennent les projets emblématiques du renouveau de la métropole, avec l'aide combien précieuse des étudiants du séminaire « Villes en mutation » de l'École d'architecture qui ont produit toute la base du travail. Parallèlement, des thématiques transversales aux différents projets ont été soulevées, à savoir le processus de métropolisation, le renouvellement urbain dans les quartiers péri-centraux ou complexes, c'est-à-dire ceux qui font la matrice même de la métropole, et les dynamiques culturelles.

Pour l'analyse des projets comme pour les thématiques, nous avons procédé par séminaires, élargis aux différents acteurs responsables de la mise en forme urbaine, essentiellement les SEM, les villes et les concepteurs. A côté de cela, nous avons répondu au questionnaire transversal de ville à ville, qui a donné lieu au premier volume de *La ville en train de se faire*. D'autres chercheurs sont venus travailler sur une synthèse des différentes villes. Puis il y a eu, bien sûr, la parution du livre *Lille Métropole, laboratoire du renouveau urbain*.

Le site POPSU, très complet, permet de voir à peu près l'entièreté du travail. On y trouve les fiches par site de projet qui, à notre avis, et c'est important, sont faites pour évoluer car, comme ce sont des projets en train de se faire, ils évoluent tout le temps. Pour que le site garde une valeur, il faut continuer le travail et mettre à jour sans arrêt. Sont également présentées les synthèses des différents chercheurs du LACTH, du TVES et des doctorants.

Je profite de cette introduction pour remercier particulièrement Isabelle Estienne, Elsa Escudié, Gilles Gaudefroy et les étudiants du séminaire « Villes en mutation », sans qui ce travail aurait difficilement abouti.

Didier Paris

Nous allons rentrer maintenant dans quelques résultats et essayer, avec Dominique Mons, de vous proposer quelques éléments d'analyse, et peut-être pointer, surtout pour ceux qui ne sont pas Lillois, quelques spécificités de ce qui pourrait être un modèle lillois de développement métropolitain. Cette notion de modèle est ambitieuse et doit être confrontée à d'autres territoires, d'autres métropoles, ce qui est tout l'intérêt de ce programme POPSU. Notre propos s'inscrit principalement sur une période qui va du milieu des années 80 au milieu des années 2000, c'est déjà un peu de l'histoire parce que notre matière est très changeante, beaucoup de choses ont déjà évolué depuis 2008, notamment dans les modes de gouvernance. Il faudra donc encore continuer le travail.

Le premier point que nous souhaitons souligner ici, c'est d'abord l'originalité de la dynamique de gouvernance dans la métropole lilloise, puis signaler le rôle particulier de la société civile et la densité du réseau d'acteurs (acteurs politiques, techniciens, acteurs universitaires, culturels, etc.) que l'on retrouve à Lyon parce que ce sont les deux grandes régions urbaines, hors Paris, qui ont un poids économique et démographique important. Il y a beaucoup de relations qui se font et débordent de la métropole pour intégrer la Région.

Sur la question politique, je voudrais souligner, par rapport à l'historique de la gouvernance politique notamment, cette question de l'évolution entre les deux versants de la métropole. L'accès de Pierre Mauroy à la tête de l'institution communautaire, en 1989, est un moment clé, une étape essentielle dans la régulation des équilibres intra-métropolitains et, à partir de là, la construction du projet métropolitain.

Je vais insister un petit peu sur la société civile qui, par rapport à d'autres métropoles, est une vraie spécificité. Une société civile qui est présente, avec le comité Grand Lille, une coalition d'acteurs économiques pilotés par le monde économique mais qui associe des personnalités du monde de la culture, du sport et de l'université, et qui a un rôle dans le débat métropolitain. Ce genre de coalition a besoin, à un moment ou à un autre, du relais politique parce que ce sont les acteurs politiques, bien évidemment, qui ont la légitimité de l'action publique. La présence dans le dispositif d'organismes comme l'Agence d'urbanisme, ou comme l'APIM sur certains sujets, a permis ce lien avec les acteurs politiques, et donc la mise en œuvre d'un certain nombre d'idées, notamment la candidature olympique et la Capitale de la culture.

Après la société civile de fait, la société civile organisée existe ici depuis 2002 avec le Conseil de développement, créé dans le prolongement de la loi Voynet (1999). Donc une représentation plus large que les seuls acteurs du monde économique et une vocation sans doute différente puisqu'elle est plutôt de contribuer à la réflexion autour des politiques de LMCU. Ainsi, à titre d'exemple, on peut souligner, en 2005, le rôle du Conseil de développement dans la prise de conscience de la nécessité d'avoir le PLH communautaire. Ce Conseil de développement est par ailleurs présent dans un réseau régional et national de Conseils de développement, donc cela dépasse les enjeux lillois, métropolitains, pour aussi contribuer à une parole des sociétés civiles locales dans le pays. Dans les deux cas, l'originalité de cette société civile est sa dimension transfrontalière et son ouverture aux territoires voisins de l'ancien bassin minier et, dans certains cas, du littoral.

Puis c'est l'aptitude, collective, des acteurs politiques et des acteurs de la société civile à produire un discours et mettre en récit la métropolisation. Cela va de la rénovation de la vieille Bourse dans les années 80-90 – soulignons le rôle du club Gagnants – qui devient le symbole de l'ancrage historique de la métropole marchande, à l'exigence du développement international avec le souci d'exister sur la carte. Je crois beaucoup à la force du discours, quand il est construit sur la durée et qu'il devient un référentiel pour l'action.

Je voudrais souligner maintenant l'impératif du développement économique – que ne remplace pas, comme le disait Robert Prost, la culture – qui crée de la richesse et des emplois. Il s'agit ici d'une agglomération industrielle : on vient de loin, on sait d'où l'on vient.

Appliquée au territoire, la distinction classique entre croissance et développement conduit à définir le développement comme un processus de transformation structurelle, de mutation qualitative, qui concerne l'ensemble des structures, économiques, sociales, culturelles, du territoire. Au XIX^e siècle, la croissance industrielle produit ici un vaste territoire urbain et un modèle culturel spécifique qui va se prolonger tardivement au XX^e siècle, jusqu'au craquement des années 70. La fin des années 80 et les années 90 marquent le temps de la bifurcation métropolitaine, qui correspond à un moment où le territoire commence à connaître une recomposition de ses structures économiques, sociales et culturelles. Notamment, la métropolisation est identifiée par les acteurs du territoire comme un nouveau modèle de développement qui se substitue à l'ancien. Certes, cette transformation se trouve amplifiée par l'impact du déclin de certains secteurs, mais il y a aussi des choses nouvelles qui émergent, je pense à la filière santé et à la filière image.

La bifurcation métropolitaine c'est aussi le moment où l'ensemble des mutations prend sens au sein d'un projet issu de l'intelligence collective du territoire, le projet métropolitain, dans le cadre d'un processus actif de développement, le processus de métropolisation. Tout au long des années 90, la réflexion pour l'élaboration du schéma directeur rend compte de cette bifurcation en fixant des objectifs stratégiques de transformation environnementale, urbaine, et de développement économique (les pôles d'excellence, l'ambition internationale) qui renvoient de fait à une stratégie de métropolisation.

Après la bifurcation, l'enjeu pour ce premier tiers de XXI^e siècle nous semble être celui de la consolidation métropolitaine. En effet, de nombreux indices laissent quand même penser que la première étape a été plus ou moins franchie, et notamment l'image de la métropole lilloise a totalement changé en quelques années. La question est maintenant posée de la nature des choix stratégiques en vue de cette consolidation, qui doit notamment confirmer la lisibilité d'une métropole européenne à travers des secteurs d'excellence à fort rayonnement international, mais aussi affirmer une exigence de développement solidaire, nécessaire à la cohésion sociale et à la cohésion géographique du territoire.

Enfin, la mobilisation de la culture dans la stratégie métropolitaine. Ce n'est pas la seule métropole à mobiliser la culture au service du développement urbain, cela tient à l'essence même de l'activité culturelle ancrée au territoire qui doit aussi, à mon avis, répondre à une exigence d'utilité sociale eu égard à la mobilisation de financements publics non négligeables dans ce domaine. L'originalité tient au fait que c'est la première fois que la culture a été mobilisée globalement, dans ses diverses composantes, au service d'un projet métropolitain global et bien défini dans sa durée. Rien à voir avec Avignon qui a été Capitale de la culture, oubliée aujourd'hui.

En 2009, « Lille 2004 » est toujours la référence pour ce type d'événements, certes par la taille de l'événement parce qu'il y a eu un mécénat d'entreprise considérable, mais aussi et surtout par le succès populaire en termes de fréquentation et de multiplication de micro-événements culturels locaux. Egalement, en termes d'impact sur l'image.

Quatrième point spécifique, la clé de voûte du discours métropolitain à Lille c'est la question de l'accessibilité et du carrefour. Clé de voûte au plein sens du terme, c'est-à-dire qui tient tout l'édifice, qui donne la cohérence à tout le discours. Cette région et sa métropole sont passées d'une position de cul-de-sac septentrional de l'hexagone au début des années 70 à celui d'un des carrefours européens majeurs au début des années 90. 1986, date de la signature du Traité franco-britannique sur le lien fixe, constitue une date repère parce que, à partir de là, les acteurs politiques et la société civile se mobilisent pour une gare de passage TGV de cœur de ville, ce qui n'était pas gagné... Pierre Mauroy déroule son discours sur « la turbine tertiaire », Rem Koolhaas développe ses idées autour de la gare internationale, et Jean-Paul Baietto met en œuvre le projet Euralille.

C'est aussi toute la question de la relation de la métropole à sa région qui est également posée – Lille-Flandres est l'une des plus importantes gares de trafic régional en France, sans doute la plus importante après les gares parisiennes –, ainsi que l'articulation entre les deux gares et le territoire métropolitain à travers les réseaux de transports publics.

Je terminerai sur les enjeux de la construction du grand territoire métropolitain. Je crois que les enjeux de la métropole sont également à cette échelle-là. Aujourd'hui, le processus de métropolisation doit être appréhendé à une échelle plus large que celle des périmètres administratifs des agglomérations, ce qui est évoqué notamment par le rapport Balladur mais on ne sait pas comment cela va être mis en œuvre, c'est un autre sujet.

C'est une problématique que l'on retrouve ailleurs. La gouvernance de ces grands ensembles métropolitains montre vite ses limites en raison des multiples cloisonnements entre EPCI, coupures départementales, frontières internationales, etc. L'aire métropolitaine est de ce point de vue assez exemplaire. Au-delà de la Communauté urbaine, l'enjeu est aujourd'hui d'assurer la consolidation du territoire métropolitain vers le reste du Nord-Pas-de-Calais, notamment le bassin minier, au sein d'un bassin de vie de 2,2 millions d'habitants qui fonctionne déjà. Mais il y a quand même encore beaucoup de problèmes.

D'autre part, il s'agit de renforcer la construction de la métropole transfrontalière. Avec la construction européenne, cela a été un objectif commun des acteurs politiques et de la société civile. Le GECT (Groupement européen de coopération territoriale), le premier établi en Europe, en est l'aboutissement. C'est en marche et peut-être plus facile que le bassin minier mais, là aussi, il ne faut pas oublier qu'il y a des obstacles à surmonter vers le sud comme vers le nord : planification éclatée qui n'est pas déployée à l'échelle pertinente et qui révèle ses limites dans la mise en cohérence des politiques publiques, l'échelle ne correspond pas au cadre politique hérité, concurrence entre les territoires, notamment pour attirer les activités économiques, voire les habitants.

Les difficultés sont nombreuses mais, progressivement – c'est l'optimiste qui parle... –, un projet collectif commence quand même à se construire. Par exemple, la plate-forme logistique métropolitaine Delta 3, qui était un équipement métropolitain affiché dans le schéma directeur de Lille Métropole, est installée dans le bassin minier à Dourges ; « Lille 2004 », qui a apporté des événements partout dans la région, en Flandres et en Wallonie ; les trams bleus et les trams verts (canaux et espaces verts en réseau), qui commencent à mailler le territoire au-delà des frontières départementales et nationales ; et, peut-être, si les acteurs réussissent à saisir cette opportunité, l'arrivée du Louvre pourrait constituer une étape dans le processus.

Dominique Mons

Nous allons rentrer dans le concret de la ville, son aspect physique, pour voir en quoi les formes urbaines et le renouvellement urbain ont transformé cet espace métropolitain.

Nous partons d'abord d'une réalité physique métropolitaine originale par rapport aux autres villes françaises : nous avons une métropole multipolaire, en continuité de la mégapole nord-européenne, depuis Randsatd Holland en passant par les villes du bassin de l'Escaut, jusqu'à la zone frontière avec Courtrai-Tournay et Mouscron. Nous sommes en rapport avec un bassin de culture urbaine un peu particulier.

Dans cette métropole multipolaire, nous avons quatre pôles majeurs, avec des histoires contrastées et des identités fortes – Lille, Roubaix, Tourcoing et Villeneuve-d'Ascq –, un anneau suburbain de type industriel très dense mais souvent illisible pour qui ne connaît pas, c'est le cas de ce que l'on a appelé les quartiers complexes qui sont formés par la tradition industrielle et qui ont donc aussi une originalité, puis une périphérie encore rurale puisque 56 % du territoire de LMCU, qui comprend quatre-vingt-cinq communes, est encore rural. Ce qui va attirer l'étalement urbain et créer un conflit entre le renouvellement urbain dans les

poches urbaines denses et puis l'étalement urbain possible encore par la constitution même de ce territoire.

Après la crise des industries traditionnelles et les délocalisations à partir des années 70, comment assurer la mutation ? C'est dans un premier temps une mutation qui se fera forcément sans croissance, pour reprendre le concept qui avait été mis au point pour l'IBA Emscher Park dans les années 80, et qui, d'une façon très pragmatique, a su tirer les leçons de cette non-croissance pour redynamiser l'espace de la Ruhr. Je crois qu'il y a là un modèle à aller regarder de plus près. Néanmoins, nous avons fait aussi notre chemin et c'est le concept de ville renouvelée mis au point par François-Xavier Roussel dans les années 70 pour le compte de LMCU qui dictera les principes du SDAU de 2002, en même temps que l'on passe d'un urbanisme purement réglementaire à un urbanisme de projet – c'est au niveau français mais cela compte évidemment beaucoup sur les démarches de réorganisation urbaine.

Dans un premier temps, ce concept de ville renouvelée a été fait pour engendrer une remise à niveau et une requalification tant économique que sociale et environnementale, déjà, des préceptes de renouvellement durable. C'était une mutation qui permettait de renouveler pour dynamiser, sans perspectives de croissance forcément, mais en tout cas en travaillant sur le qualitatif.

En même temps, on s'est d'abord polarisés sur des pôles d'excellence parce que l'on ne perd pas tout de suite les réflexes de la croissance et des méthodes de la croissance. C'est donc dans une ambition surtout économique que l'on détermine six pôles répartis sur l'ensemble de la métropole : trois à Lille, un à Roubaix-Tourcoing-Wattrelos, un à Villeneuve d'Ascq, et un à Dourges avec la plate-forme Delta 3 qui nous permet d'atteindre l'arc sud de la métropole.

Ces pôles d'excellence ont vocation à concentrer et à diffuser un renouveau économique, un changement de cap mais, selon les contextes et les priorités, viennent se greffer des préoccupations plus larges et emblématiques du renouveau de la forme urbaine, c'est ce qui nous intéresse dans ces différents cas.

Delta 3 est une plate-forme logistique d'un genre nouveau, mais sans effets urbanisants véritablement. Eurasanté, consacré au domaine de recherche de la bio-santé, au sud de Lille et au sud du centre hospitalier régional, s'étend sur des terres presque vierges d'urbanisation et en quasi mono-activité malgré un souci de développement durable par la maîtrise de l'environnement paysager. On ne peut donc pas parler d'un renouveau de la forme urbaine par Eurasanté. A la Haute Borne, à Villeneuve d'Ascq, qui s'étend sur des territoires agricoles réservés de longue date par la ville nouvelle, il faut le dire, on a mis en place une zone de haute technologie puis collé un ensemble d'habitats durables, mais loin de tout réseau de transports en commun, ce qui est quand même un comble pour de l'habitat durable. On ne peut pas parler là non plus d'un projet véritablement fort pour la requalification urbaine de la métropole.

Restent trois pôles qui valent le détour, pour reprendre le titre de la revue *Urbanisme*, et qui ont fait, font ou feront beaucoup pour le renouveau de la forme urbaine.

Le premier est Euralille, la rupture, dans un premier temps « la turbine tertiaire », qui va évoluer peu à peu pour construire un nouveau quartier, mais de taille, qui se répand progressivement sur les quartiers constitués alentours, que ce soit Saint-Maurice, Fives, La Madeleine, La Porte de Valenciennes, avec comme ambition l'innovation toujours, la mixité, la qualité de vie, le développement durable, un peu.

Euratechnologies, deuxième pôle très important, a dans un premier temps voulu se développer pour les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), bientôt associées par le travail tenace de la SORELI sur les Rives de la Haute Deûle, poche de ville renouvelée. On a en même temps un développement économique, une valorisation du patrimoine industriel, une valorisation du canal, un écoquartier en projet, qui en font un ensemble complexe et vivant tel qu'on aimerait en voir un peu partout.

Enfin, il y a l'Union, en gestation, qui prend le même partie de la mixité et de la diversité urbaine, de la qualité paysagère et d'intégration des abords, qui a eu une histoire extrêmement complexe depuis que l'on essaie de penser à ce morceau de territoire, c'est-à-dire depuis les années 70, et qui évolue sans cesse.

L'autre chantier de taille, c'est refaire la ville sur la ville, sans penser à des pôles particuliers, innover en valorisant, en désenclavant, en qualifiant tous les quartiers. Cela figure dans les programmes des trois villes, que ce soit à Lille avec son projet de ville et d'art de ville, Roubaix ou Tourcoing.

Après bien des destructions, on peut dire dans l'effacement de la crise, Roubaix puis Tourcoing redessinent leur centre en prenant enfin appui sur la culture industrielle. Il a fallu un certain temps pour la reconnaître. Pour Roubaix comme pour Tourcoing, des aides PPAUP sont créées dans les années 2000 et deviennent véritablement effectives. Roubaix, avant Lille, est labellisée ville d'art et d'histoire sur le seul fait de son patrimoine et son histoire industriels. Des masterplans sont érigés dans les deux villes et les travaux se succèdent actuellement.

Lille, pour sa part, se concentre sur ses quartiers périphériques : Lille-Sud, Fives- Hellemmes, Les Bois-Blancs, Moulin. Dans tous les cas, on pense à l'innovation dans la continuité. Cela va donner lieu à des types de projets tout à fait intéressants : c'est le renouveau des maisons de ville ; c'est la réutilisation, difficile, des édifices industriels ; c'est l'embellissement des espaces publics sous l'égide de LMCU qui y tient beaucoup avec sa charte des espaces publics ; c'est la mixité de circulation contre le tout-voiture qui va complètement transformer les modes de circulation à l'intérieur des villes ; c'est la création, de plus en plus accentuée dans l'ensemble de la métropole, de nombreux jardins dans une volonté de dédensifier tout en densifiant. Le concept de ville-nature, qui est très à la mode actuellement, est à l'œuvre ici, même si la réalité est encore lointaine. Et puis, est-ce une nécessité ? Il y a tout un débat à avoir, nous ne sommes pas forcément d'accord.

Autre point, les nouveaux territoires de l'art qui, eux, sont par contre réels. Ils prennent appui sur un renouveau muséal qui a été, un peu partout en France, porté par le ministère de la Culture, mais aussi sur une germination culturelle due à une population jeune et créative dans la métropole. Il faut reconnaître cette force de la population qui, évidemment, s'est tournée tout de suite vers les usines délaissées comme étant les lieux mêmes d'une expression de leur envie de créativité. Ces lieux repris par cette germination sont pris en relais par les villes : ce sont les Maisons-Folie en 2004, qui continuent actuellement leur programmation et qui se multiplient ; ce sont des lieux dévolus à la danse, au théâtre, aux spectacles vivants ; ce sont des lieux d'exposition qui deviennent de plus en plus importants, hors les musées qui prennent aussi de plus en plus d'ampleur (le musée de Roubaix est l'un des plus fréquentés de France), par exemple le Tri Postal ou la Halle Saint-Sauveur qui devient un lieu de polarisation d'une culture en même temps savante et populaire. Tous ces signes font que la métropole se transforme complètement au niveau de son attractivité culturelle, ce qui est quelque chose de tout à fait positif.

La métropole a non seulement changé son image mais son paysage. Mon attention viendrait aux acteurs, à la population, très attachée à son territoire – il y a là un ancrage de la population dans son territoire qui est assez intéressant. Aux municipalités ambitieuses, chaque municipalité a son ambition de renouvellement urbain et d'attractivité, non sans conflit les unes avec les autres, évidemment, avec au sein de tout cela la LMCU qui essaie de régir, ce qui n'est pas facile. Aux maîtres d'ouvrage, et en premier lieu les SEM, avec là aussi des conflits d'une SEM à l'autre mais, en tout cas, chacune fait un boulot fantastique pour faire aboutir les projets. Aux maîtres d'ouvrage privés, promoteurs-constructeurs, initiateurs de projets (lofts à Roubaix) qui ont joué le jeu du renouvellement en reconcentrant leurs activités sur la ville en crise plutôt que de se disperser en périphérie. Il était dit dans le SDAU que deux

tiers de la ville devaient se faire en renouvellement et un tiers seulement en extension. Qui a vraiment joué le jeu ? Nous ne l'avons pas encore véritablement mesuré. Ces maîtres d'ouvrage ont choisi des concepteurs et, ce qui est intéressant dans tous ces projets, c'est que les concepteurs – architectes, paysagistes, architectes-urbanistes – qui sont très souvent inventifs, innovants, viennent autant du cru, c'est-à-dire de la métropole, que de l'Europe du Nord ou de Paris pour fonder la nouvelle identité métropolitaine.